

1. [Accueil](#)
2. Entity Print

Bulletin de la Banque de France

[Macroéconomie](#) + 2 -
[Microéconomie](#) [Structures](#)

Les Français s'intéressent-ils à l'économie ?

3 Février 2020

Auteurs : [Giulia Sestieri](#), Dominique Rougès

Bulletin n°227, article 7. Depuis 2012, la Banque de France fait réaliser un sondage sur les Français et l'économie qui est présenté à l'occasion des Journées de l'économie de Lyon. Le sondage 2019 portait sur plusieurs sujets, certains récurrents comme l'intérêt des Français pour l'économie, d'autres plus d'actualité comme les réformes économiques en France, l'impact des nouvelles technologies sur l'emploi et les défis induits par le changement climatique. Cette enquête met principalement en évidence le besoin de renforcer les actions de pédagogie économique — afin de réduire les inégalités traditionnelles liées aux niveaux de revenu, de diplôme et de position dans la société — et la nécessité d'accroître l'information et la communication de façon à éclairer les débats économiques. Pour la Banque de France, c'est aussi une motivation supplémentaire pour développer ses différents programmes d'éducation financière, mais également pour faire connaître d'autres actions sociétales, par exemple en faveur du verdissement du secteur financier.

[bdf227-7 Visuel.png](#)

La Banque de France s'associe chaque année, en tant que mécène et partenaire, aux Journées de l'économie (JÉCO) qui se tiennent à Lyon. En 2019, elle a ouvert comme d'habitude cette manifestation par la présentation des résultats d'un sondage sur les Français et l'économie, qu'elle a fait réaliser par Kantar Sofres. L'enquête a été effectuée par téléphone du 4 au 8 octobre 2019, auprès d'un échantillon national de 1 005 personnes représentatif de la population âgée de 18 ans et plus. La représentativité est assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession et catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Le sondage 2019 portait sur plusieurs thèmes, présentés dans cet article en quatre grands axes : l'intérêt des Français pour l'économie, leur perception de l'inflation passée et future (deux sujets récurrents d'une année à l'autre), un axe plus d'actualité, sur les réformes économiques en cours en France et les défis mondiaux majeurs, et un axe plus structurel et prospectif, sur l'impact des nouvelles technologies sur l'emploi.

1. Une majorité de Français déclarent un intérêt pour l'économie

L'intérêt et les connaissances en économie dépendent largement de facteurs structurels comme l'âge et les niveaux de revenu et de diplôme

L'économie intéresse beaucoup ou assez 54 % des Français. Ce niveau est à peu près stable depuis 2016 (variations de +/- 2 points de pourcentage). Au-delà de ce ratio moyen, des profils plus marqués apparaissent

: si les hommes (61 %) sont plus intéressés que les femmes (48 %), les Français qui se disent intéressés se recrutent parmi les 65 ans et plus (67 %), les cadres supérieurs (67 %), les titulaires de revenus élevés (3 700 euros et plus) (71 %) et les diplômés de l'enseignement supérieur (61 %).

À l'inverse, les Français qui se disent peu ou pas intéressés se trouvent parmi les moins de 35 ans (60 %), les professions intermédiaires (61 %), les ménages modestes (moins de 1 500 euros) (53 %) et ceux qui n'ont pas de diplôme de l'enseignement supérieur (51 %).

Structurellement, le niveau d'appétence est largement fonction de facteurs lourds comme l'âge, le niveau de revenu et de diplôme. Les personnes qui ne se voient pas, ou pas encore, tenir une place suffisamment valorisée dans l'économie n'ont en retour pas d'immense intérêt pour elle (cf. encadré 1).

[Pour lire la suite, télécharger l'article]

Télécharger l'intégralité de la publication

[Bulletin n°227-7. Les Français s'intéressent-ils à l'économie ? \(PDF - 859 Ko\)](#)

[Précédent](#)

6

Les structures de production et les rapports de force figent la situation en matière de délais et de retards de paiement

[Suivant](#)

8

Les retards de paiement des clients impactent-ils la probabilité de défaillance des entreprises ?